

Brochure n° 3156

Convention collective nationale
IDCC : 2149. – ACTIVITÉS DU DÉCHET

AVENANT N° 48 DU 18 NOVEMBRE 2013
RELATIF À LA RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU FPSP

NOR : ASET1450065M
IDCC : 2149

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 6332-19 du code du travail relatif au financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, les partenaires sociaux des activités du déchet ont souhaité préciser dans un accord les modalités de répartition de la contribution assise sur la participation des employeurs au titre du plan de formation et de la professionnalisation.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale des activités du déchet.

Article 2

Répartition de la contribution

La contribution des entreprises sur la participation à la formation professionnelle continue sera imputée respectivement à hauteur de :

- 50 % au titre du plan de formation ;
- 50 % au titre de la professionnalisation.

Article 3

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée, et arrivera à échéance le 31 décembre 2014.

Il est annexé à la convention collective nationale des activités du déchet.

Il ne pourra pas être reconduit par tacite reconduction.

Article 4

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Article 5

Révision

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations débuteront dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans un délai de 2 mois après la date de réception de la demande de révision.

Article 6

Dépôt et publicité

Le présent accord sera notifié aux organisations syndicales représentatives, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 18 novembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAD.

Syndicats de salariés :

SNATT CFE-CGC ;

FNST CGT ;

UNCP FO.